

**BY AUDIT ET EXPERTISE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
7 AVENUE DE LA CONCORDE
78320 LE MESNIL SAINT DENIS**

ALEC POLD

**23, RUE MERLIN DE THIONVILLE
92150 SURESNES**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

ALEC POLD

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALEC POLD, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT

1) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code du commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et notamment l'information suivante inscrite dans l'annexe des comptes portant sur les subventions d'exploitation dans le chapitre « note sur le compte de résultat »

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLEE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux autres membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code du commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel total au long de cet audit.

En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Mesnil Saint Denis le 9 avril 2025

Yann BERTHELOT

Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 08/04/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	2 400,00	2 400,00				
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	110 534,91	42 379,30	68 155,61	13,04	58 165,68	11,65
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	112 934,91	44 779,30	68 155,61	13,04	58 165,68	11,65
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	3 400,09		3 400,09	0,65	553,74	0,11
Créances usagers et comptes rattachés	10 055,43		10 055,43	1,92	300,00	0,06
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux	2 400,00		2 400,00	0,46	1 650,00	0,33
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	221 487,20		221 487,20	42,37	110 885,00	22,21
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	214 391,69		214 391,69	41,02	327 143,83	65,54
Charges constatées d'avance	2 812,62		2 812,62	0,54	482,44	0,10
TOTAL (II)	454 547,03		454 547,03	86,96	441 015,01	88,35
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	567 481,94	44 779,30	522 702,64	100,00	499 180,69	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	422 797,05	80,89	355 586,66	71,23
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	3 336,33	0,64	67 210,39	13,46
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	426 133,38	81,53	422 797,05	84,70
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	26 172,11	5,01	10 763,01	2,16
Autres	70 397,15	13,47	65 620,63	13,15
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	96 569,26	18,47	76 383,64	15,30
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	522 702,64	100,00	499 180,69	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

48

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%			
PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Ventes de marchandises											
Production vendue de biens											
Prestations de services	42 180,62		42 180,62	100,00	13 034,97	100,00	29 146	223,62			
Montants nets produits d'expl.	42 180,62		42 180,62	100,00	13 034,97	100,00	29 146	223,62			
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Production stockée											
Production immobilisée											
Subventions d'exploitation			566 800,00	N/S	464 633,65	N/S	102 167	21,99			
Cotisations			26 300,00	62,35	29 300,00	224,80	-3 000	-10,23			
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs											
Autres produits			5,84	0,01	6,29	0,05	-1	-16,66			
Reprise sur provisions, dépréciations											
Transfert de charges											
Sous-total des autres produits d'exploitation			593 105,84	N/S	493 939,94	N/S	99 166	20,08			
Total des produits d'exploitation (I)			635 286,46	N/S	506 974,91	N/S	128 312	25,31			
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun											
Exédent transféré (II)											
PRODUITS FINANCIERS:											
De participations											
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif											
Autres intérêts et produits assimilés											
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges											
Différences positives de change											
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement											
Total des produits financiers (III)											
PRODUITS EXCEPTIONNELS:											
Sur opérations de gestion											
Sur opérations en capital											
Reprises sur provisions et transferts de charges											
Total des produits exceptionnels (IV)											
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			635 286,46	N/S	506 974,91	N/S	128 312	25,31			
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT											
TOTAL GENERAL			635 286,46	N/S	506 974,91	N/S	128 312	25,31			
CHARGES D'EXPLOITATION:											
Achats de marchandises											
Variations stocks de marchandises											
Achats de matières premières et autres approvisionnements											
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements											
Autres achats non stockés			13 581,03	32,20	6 261,02	48,04	7 320	116,91			
Services extérieurs			33 847,41	80,24	10 208,16	78,32	23 639	231,57			
Autres services extérieurs			53 336,29	126,45	32 775,28	251,46	20 561	62,73			
Impôts, taxes et versements assimilés			8 725,78	20,69	3 591,59	27,55	5 134	142,97			
Salaires et traitements			393 543,50	933,01	290 012,30	N/S	103 531	35,70			
Charges sociales			112 718,86	267,23	88 240,33	677,00	24 478	27,74			
Autres charges de personnel											
Subventions accordées par l'association											

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 08/04/2025

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	16 187,70	38,38	8 661,42	66,45	7 526	86,90
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
. Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	6,29	0,01	14,42	0,11	-8	-57,13
Total des charges d'exploitation (I)	631 946,86	N/S	439 764,52	N/S	192 182	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	3,27	0,01			3	N/S
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)	3,27	0,01			3	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)						
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	631 950,13	N/S	439 764,52	N/S	192 186	43,70
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	3 336,33	7,91	67 210,39	515,65	-63 874	-95,03
TOTAL GENERAL	635 286,46	N/S	506 974,91	N/S	128 312	25,31
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat	1 154,00					
Prestations en nature	60 000,00		30 000,00			
Dons en nature						
TOTAL	61 154,00		30 000,00			
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services	60 000,00		30 000,00			
Prestations						
Personnel bénévole	1 154,00					
TOTAL	61 154,00		30 000,00			

4B

Préambule

- Description de l'objet social de l'entité

L'ALEC POLD a pour but de favoriser et d'entreprendre, sous l'impulsion et le contrôle des membres adhérents et en complémentarité avec ceux-ci, des opérations visant à assurer :

- l'utilisation rationnelle des énergies et l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- la sensibilisation et le développement de la maîtrise des usages énergétiques notamment dans les domaines de l'éclairage, du chauffage et du froid ;
- la promotion et le développement des énergies renouvelables et de l'éco-construction ;
- l'accompagnement des politiques publiques de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci.

Elle contribue ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique et à une meilleure protection et valorisation de l'environnement, dans une optique de développement durable dont elle met en Suvre les outils.

Elle peut également mener des actions visant la préservation des ressources naturelles.

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'ALEC agit principalement en direction du grand public, des bailleurs, des copropriétés, des collectivités de Paris Ouest la Défense, des prescripteurs et des utilisateurs, et des maîtres d'ouvrage, particulièrement dans les domaines de l'habitat, du bâtiment, du tertiaire, mais potentiellement également de l'industrie et des transports. Elle exerce sa mission à titre principal sur le territoire constitué par les communes de Courbevoie, Garches, La Garenne-Colombes, Levallois-Perret, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud, Suresnes et Vaucresson et le cas échéant sur celui des communes regroupées dans les organismes de coopération intercommunale qui en sont adhérents.

- Description des moyens mis en Suvre

Pour favoriser la réalisation de son objet social, l'ALEC définit et met en Suvre un programme d'actions lui permettant de :

- se doter des moyens humains et financiers nécessaires au développement de son activité ;
- développer des actions d'information et de sensibilisation dans le domaine de la consommation de l'énergie et des énergies renouvelables pour réduire les coûts, diminuer la pollution, les gaz à effet de serre afin de contribuer à la préservation de l'environnement, à l'adaptation et à la lutte contre les changements climatiques et la précarité énergétique ;
- contribuer à la mobilisation des différents acteurs et décideurs locaux et communiquer sur les actions ;
- recueillir auprès des différents acteurs économiques des informations concernant l'énergie dans les différents secteurs de consommation et de production pour identifier les voies de progrès et définir un programme d'actions adapté ;
- évaluer son action pour mieux la promouvoir et échanger ses expériences capitalisées avec des collectivités publiques en France et plus largement en Europe, notamment par l'intermédiaire de réseaux de coopération.

L'ALEC développe aussi des missions en complémentarité et (ou) en appui de structures comme les syndicats intercommunaux, la Région Île-de-France et les associations locales, notamment celles Suvrant pour la transition énergétique.

L'ALEC POLD agit avec le soutien de ses membres par le biais de leurs cotisations et/ou de contributions attachées d'objectifs.

Préambule (suite)

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 522 702,64 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 3 336,33 E.

Le coût journalier d'un salarié sur l'exercice 2024 est de 176 E. Soit 505 678.66 E de charges/20 3
163.58 heures travaillées.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été 3
établis le 08/04/2025 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Déménagement de l'ALEC POLD sur l'exercice. Les nouveaux locaux sont situés :23 rue Merlin de
Thionville, 92150 Suresnes.

40

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

48

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

4B

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

4B

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	2 400			2 400
Immobilisations corporelles	84 357	26 178		110 535
Immobilisations financières				
TOTAL	86 757	26 178		112 935

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 400			2 400
TOTAL I	2 400			2 400
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	12 033	4 164		16 197
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	10 513	2 821		13 333
Emballage récupérables et divers	3 646	9 203		12 849
TOTAL II	26 192	16 188		42 379
TOTAL GENERAL (I+II)	28 592	16 188		44 779

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	2 813		
TOTAL	2 813		

48

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)**3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	220 990
Autres produits à recevoir	497
TOTAL	221 487

48

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	355 587	-67 210	67 210		422 797
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	67 210				3 336
Dont générosité du public					
Situation nette	422 797	-67 210	67 210		426 133
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	422 797	-67 210	67 210		426 133
TOTAL dont générosité du public					

46

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	26 172	26 172		
Dettes fiscales & sociales	70 397	70 397		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	96 569	96 569		

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	9 340
Dettes fiscales & sociales	46 752
Autres dettes	
TOTAL	56 092

yb

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés**

Les subventions et autres financements reçus sont comptabilisés conformément aux principes, règles et méthodes comptables (2.1 de la présente annexe) et aux dispositions indiquées dans les conventions signées, prorata-temporis, objectifs opérationnels, qualitatifs et financiers &

La comptabilisation s'effectue sur la base des informations fournies par la direction de l'association.

YB

6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	
Non Cadres	3	
TOTAL	9	0

6.2 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 360 E.

46